

L'ORGANISATEUR DU TRAVAIL

Sous la Direction du citoyen LETELLIER.

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ UNIVERSELLE

(VASTE ASSOCIATION COMMERCIALE, INDUSTRIELLE ET AGRICOLE.)

Journal hebdomadaire, paraissant provisoirement le dimanche.

BUREAUX:

RUE DE L'HOTEL-DE-VILLE, 64.
Adresser à M. LETELLIER
tout ce qui concerne la rédaction.

PRIX DE L'ABONNEMENT :	PARIS.	DÉPARTEMENTS.
Un An	3 francs.	5 francs.
Six mois	1 50	3 50
Trois mois	1 franc	2 50
Le numéro	0 05 cent.	0 10 cent.

ÉCRIRE FRANCO
pour tout ce qui concerne
L'ADMINISTRATION
et les annonces.

Respect à la propriété.
—
Liberté et sécurité pour chacun.
—
Fondation de colonies agricoles,
commerciales et industrielles d'adultes
des deux sexes.
—
TOUT par le travail, l'intelligence,
l'ordre, la justice et la raison.

PARIS, 8 AVRIL.

Comment organisera-t-on le travail ?

Quand ciseau et navette marcheront seuls,
On n'aura plus besoin d'esclaves.

En formulant cette maxime, Aristote était convaincu qu'il y aurait toujours des esclaves. Si le temps et les révolutions ont supprimé le mot esclave, nous avons les salariés et les travailleurs, ce qui revient au même; bientôt, par l'emploi plus général des machines, ciseau et navette marcheront seuls; alors il n'y aura presque plus besoin de travailleurs. En venant organiser le travail en 1848, nous sommes semblables à ceux qui songent au médecin lorsque le malade n'a plus que quelques instants à vivre.

Lorsqu'il y a proportion exacte dans les éléments qui composent une fonction sociale, tel que le travail, l'organisation se produit d'elle-même; le besoin d'organisation ne se fait sentir que lorsqu'il y a disproportion dans les éléments constitutifs. Quels sont donc les termes qui forment les données du problème de l'organisation du travail? ce sont :

- 1° L'existence de l'ouvrier et de sa famille;
- 2° L'existence du manufacturier ou maître, c'est-à-dire une différence entre le prix de revient et le prix de vente;
- 3° La facilité pour le travailleur de devenir consommateur à son tour; ce qui forme le commerce intérieur;
- 4° Les débouchés à l'extérieur ou l'exportation.

Si ces quatre principes sont normalement appliqués, il y a organisation naturelle; or, il n'en est pas ainsi. Examinons donc dans lesquels il y a disproportion.

Il est de toute évidence que le travail ne produit pas à l'ouvrier le nécessaire pour lui et sa famille.

Il n'est pas non plus démontré que tous les chefs d'industrie s'enrichissent.

L'ouvrier ne consomme pas assez de produits manufacturés, parce que son gain est insuffisant.

Et enfin, nous avons déjà vu plus d'une crise commerciale par le défaut de demandes à l'extérieur.

Donc, les quatre termes qui forment le problème à résoudre sont en disproportion, mais à des degrés différents.

L'industrie française ne se soutient que par l'exportation; mais les chances d'exportation sont en raison directe des prix de vente. Toute élévation dans les prix de revient diminue ou plutôt arrête tout à fait l'exportation. Or, l'augmentation du salaire et la diminution des heures de travail concourent directement à l'élévation des prix, c'est-à-dire à rendre nulle l'exportation sans laquelle le manufacturier ne peut commander d'autres travaux. On aura beau substituer des associations de travailleurs à la place des maîtres, les difficultés resteront les mêmes, et force sera à ces associations de subir les cours des marchés étrangers, et, en fin de compte, de partager les bénéfices qui resteront entre les travailleurs qui auront concouru à la fabrication, alors les salaires ne pourront s'augmenter que de la part que s'arrogeait le chef d'industrie; mais si exorbitante que fût cette part, elle produirait peu de chose, répartie sur la masse entière; encore faut-il supposer que la direction des nouveaux associés sera aussi capable que la vieille pratique du chef d'industrie qui la dirigeait précédemment. Or, si le salaire en association n'est pas plus élevé que par le passé :

1° L'ouvrier ne consommera pas davantage d'objets manufacturés, puisque les prix auront augmenté;

2° Sa position domestique n'aura pas changé, et on aura vainement sacrifié l'existence des manufacturiers presque sans bénéfice pour les travailleurs.

Pour organiser le travail, il faut y faire entrer un nouvel élément, le travail agricole, sans lequel il n'y a pas de solution au problème; les subsistances jouent un rôle plus grand qu'on ne le croit dans l'organisme social; il faut que le travail et les produits agricoles soient combinés avec le travail et les produits industriels pour obtenir l'harmonie. Le problème à résoudre n'est pas l'association pure et simple, c'est la solidarité entre le travail industriel et le travail agricole qui produit les subsistances. Chaque jour on augmente les machines et on les perfectionne; chaque jour augmente le nombre des bras inutiles; chaque jour la population va augmentant; chaque jour les subsistances sont de plus en plus insuffisantes, et, cependant, il y a un cinquième du sol non cultivé. Ainsi, l'organisation du travail, ou plutôt toute l'organisation sociale, est le quatrième terme d'une proportion dont voici les trois autres :

- 1° terme, 3 millions de bras oisifs;
- 2° — 9 millions 142 mille hectares de terrain sans culture;
- 3° — insuffisance des subsistances;
- 4° — ou inconnu X, bonne organisation sociale.

Toute espèce d'organisation se trouve dans ces quatre termes. C'est en vain qu'on prétend tirer de l'eau du rocher, et faire couler le pactole de par l'association; c'est encore vainement qu'on voudrait associer les travailleurs et les chefs d'industrie; cette association est impossible; c'est ce faux principe qui a fait échouer l'association des ouvriers charpentiers en 1845. Sous le titre de Société de saint Joseph, l'association entre les maîtres et les travailleurs n'est possible que lorsque les maîtres en prennent l'initiative, comme déjà quelques-uns l'ont fait; mais, dans ce cas, la société qui en résulte est loin d'être démocratique dans sa constitution, et aujourd'hui tout doit procéder de la démocratie. Plus loin, on trouve l'exposé d'un projet qui, selon nous, résoud définitivement le problème.

Commission du Gouvernement pour les travailleurs,

SOUS LA PRÉSIDENTE DE LOUIS BLANC.

Dans un discours remarquable, prononcé le 3 avril, et dont nous regrettons vivement de ne pouvoir reproduire le texte, le citoyen L. Blanc a exposé les désastreux effets de la concurrence illimitée. Il a prouvé, de dix manières différentes, que la concurrence était une cause d'appauvrissement général, et qu'en créant la misère, la concurrence crée l'immoralité. C'est la misère qui fait les voleurs; c'est la misère qui, en greffant le désespoir et la haine sur l'ignorance, fait la plupart des assassins; c'est la misère qui fait descendre tant de jeunes filles à vendre honteusement le doux nom d'amour. Qu'on lise les feuilles judiciaires, qu'on interroge le registre des écroues, qu'on fouille dans les archives de la prostitution, et qu'on répondra! Voilà donc la société introduisant au milieu d'elle, par le seul vice de sa constitution, la haine, la violence, l'envie, la vola se plaçant elle-même dans cette alternative ou d'être opprimée par en haut, ou d'être incessamment troublée par les attaques d'en bas. Que le système d'où naît une situation aussi désastreuse se défende! Nous l'accusons hautement d'immoralité. (Bravo!)

Il demande plus loin l'éducation commune et le développement intellectuel de tous. Il proclame bien haut cette formule qui est la nôtre depuis longtemps : *Que chacun doit travailler selon son aptitude et*

ses forces, et que chacun doit consommer selon ses besoins. Mais il semble se contenter d'indiquer cette formule dont il n'ose invoquer l'application. C'est que, en effet, cette formule qui, pour nous, produit l'ordre et l'harmonie, qui est le dernier mot de la civilisation pour ceux qui l'ont adoptée depuis de longues années, devient une puissance qui épouvante ceux qui s'en servent pour la première fois, et qui ont pris à tâche de concilier des intérêts presque inconciliables.

Enfin il conclut que l'égalité ne doit être que la proportionnalité; que cette proportionnalité existe aujourd'hui, mais au rebours de la raison et de l'équité, et qu'au lieu d'être rétribué selon ses besoins, on l'est selon ses facultés, et qu'au lieu de travailler selon ses facultés, on travaille selon ses besoins.

Il réduit à sa juste valeur l'opinion qui prétend qu'il y a beaucoup de paresseux; il a invoqué le point d'honneur comme un ressort d'une énergie souveraine. « Qui oserait, s'est-il écrié, ne pas payer sa dette au travail, quand à l'égard de ses associés, de ses frères, tout acte de paresse serait une lâcheté et un vol. »

Il a terminé en disant : soyez frères, vous serez riches; soyez frères, vous serez heureux par le devoir.

Son discours a été, à plusieurs reprises, couvert d'applaudissements.

SOCIÉTÉ UNIVERSELLE.

Il s'est formé, sous ce titre, à Paris, une vaste association dont les membres doivent se compter par cent mille dans quelque temps. Cette société est commerciale, industrielle et agricole; elle a pour objet l'organisation du travail dans toutes les spécialités. Avant d'indiquer sa manière de procéder, disons un mot sur sa formation et sur son mécanisme. Chaque sociétaire verse à la caisse unique une cotisation mensuelle de 50 centimes; le personnel se compose de sections de vingt et une personnes (hommes, femmes ou enfants); les sections se forment par la propagande; ainsi, chaque sociétaire est chef d'une section de vingt personnes qu'il a lui-même engagées à faire partie de la société, et chacune de ces vingt personnes devient, à son tour, chef d'une section de vingt autres personnes qu'elle décide de la même manière à faire partie de cette société; de sorte que chaque individu est à la fois membre d'une section, et chef de sa propre section. Soit 100, le nombre des premiers fondateurs, en multipliant ce chiffre par 20, on obtient 2,000 personnes qui forment 2,000 sections de 20, ou 40,000, qui pourront former 40,000 sections de 20, etc. Ce système de recrutement est le même pour la province et l'étranger. On conçoit qu'en procédant de cette manière, le personnel doit s'accroître avec une rapidité considérable.

Chaque chef de section a le soin de faire inscrire, pour chacune des personnes de sa section, le nom, la demeure, l'âge, la profession et les fonctions que chacun remplit dans sa profession; par ce moyen, on connaît le nombre de personnes de chaque profession faisant partie de la société.

Il est institué une commission dite des finances pour administrer les fonds de la société; cette commission a un conseil de surveillance. Il est institué une commission dite des arts, métiers et manufactures. Il est institué une commission commerciale et un comité littéraire et scientifique. Enfin, l'ensemble des membres est appelé à élire, tous les six mois, un bureau de douze personnes qui dirigeront la société.

On conçoit facilement l'avantage de cette division en sections : d'abord, simplifier les écritures dans les versements, chaque chef de section devant verser les cotisations mensuelles pour les vingt personnes

FEUILLETON DU JOURNAL L'ORGANISATEUR DU TRAVAIL.

L'ILE D'UTOPIE.

Ecrit en 1548, par Thomas MORUS, grand chancelier d'Angleterre.

CHAPITRE PREMIER.

Henri VIII, prince que l'Angleterre doit avec raison placer au rang de ses plus grands rois, ayant eu dernièrement quelques démêlés d'assez grande conséquence avec S. A. S. Charles, prince de Castille, m'envoya en Flandre en qualité de ministre plénipotentiaire, pour traiter avec lui, et terminer ces différends à leur commune satisfaction. J'avais pour collègue, dans cette négociation, le célèbre Cuthbert de Tunstall, fait depuis peu, au grand contentement de toute la nation, garde du trésor des chartes. Quoique une étroite amitié m'unisse depuis longtemps avec cet homme respectable, je le louerais volontiers néanmoins, sans crainte que l'on me soupçonnât de prévention ou de flatterie, si d'ailleurs ses vertus et ses talents ne me paraissaient au-dessus de tout éloge. Aussi pensai-je qu'il est inutile de les exalter pour les faire connaître. Ce serait, comme dit le proverbe, emprunter le secours d'une faible lumière, pour montrer, en plein midi, le soleil aux passants.

On choisit la ville de Bruges pour le lieu de nos conférences; les députés de S. A. S. eurent ordre de s'y assembler avec nous. Ces négociateurs étaient des hommes de la première distinction et du plus grand mérite. Le gouverneur de Bruges, citoyen non moins illustre par son rang que par sa magnificence, était à la tête de la députation; Georges Temficus, commandant de Montcassel, en était l'âme et l'organe. Ce politique profond joignait à une éloquence mâle et naturelle, au savoir le plus étendu, le don aussi rare que précieux de la persuasion

